

● L'intérêt de la communauté financière pour la finance islamique ne se dément pas : elle pourrait contribuer au soutien de l'activité économique et Paris Europlace a lancé les travaux nécessaires pour permettre son acclimatation au cadre

français. Pour autant, souligne Hamza Bouaziz, si les banques islamiques, de par leur spécificité de fonctionnement, ont peu souscrit d'actifs toxiques, elles n'échappent pas à la crise économique.

# LA FINANCE ISLAMIQUE AU CHEVET DE LA RELANCE FRANÇAISE ?

Andréane Fulconis-Tielens

Journaliste  
Revue Banque

Les banques islamiques pourraient venir soutenir les 1 000 projets lancés par le ministre de la Relance. Pour favoriser leur venue, plusieurs visites ont eu lieu dernièrement dans le Golfe.

La Banque de France a accueilli le 4 mars le troisième forum de l'Islamic Financial Services Board [1], organisme de supervision des institutions financières islamiques. À l'agenda, comment faire face au problème de liquidité pour les banques islamiques qui ne recourent pas au marché interbancaire à cause de la prohibition du riba [2] ? Cette question intéresse d'autant plus les autorités que trois projets de création de banques islamiques sont en cours en France : en septembre 2009 un groupe d'investisseurs non banquiers venant du Qatar devraient ouvrir cinq succursales dans les grandes villes de la métropole. La demande d'agrément est examinée par le CECEI. La Qatar Islamic Bank devrait démarrer ses activités en 2010. Et une banque islamique basée à Londres s'implantera prochainement via le passeport européen.

[1] Organisme de supervision des banques islamiques situé à Kuala Lumpur.

[2] Prohibition de l'usure.

Si les 5 millions de musulmans vivant en France constituent un potentiel de marché en banque de détail, la finance islamique trouve sa place aujourd'hui pour le financement de projets, avec son principe de partage des profits et des pertes. "Les fonds des investisseurs islamiques pourraient être appelés en appui aux 26 milliards d'euros prévus pour soutenir le plan de relance français pour les collectivités locales" a déclaré Arnaud de Bresson, délégué de Paris Europlace, au sortir de la réunion du 3 février de la commission finance islamique [3]. "Les fonds islamiques sont susceptibles d'investir dans les PME françaises notamment les plus innovantes ou liées au pôle de compétitivité" [4]. Pour attirer ces investisseurs, Paris Europlace a signé en janvier deux accords de coopération suite à la visite d'une délégation française [5] à Bahreïn, à Doha, à Abu Dhabi et à Dubaï, organisée mi-janvier par Christian Noyer, gouverneur de la banque de France. Le but du déplacement était notamment de faire valoir les atouts de la place de Paris pour accueillir l'im-

[3] Cette commission présidée par Gilles Saint Marc, avocat chez Gide, et créée en mai 2008 a pour mission d'identifier les obstacles juridiques et fiscaux au développement de la finance islamique en France. Voir [www.paris-europlace.net/](http://www.paris-europlace.net/)

[4] Le pôle finance innovation met en relation des PME françaises avec des partenaires potentiels financiers ou industriels.

[5] Étaient présents : des banques françaises ; la CDC ; des asset managers ; Jean-Daniel Tordjman, ambassadeur au pôle de compétitivité ; Jean-François le Petit, président du conseil national de la comptabilité, et Jean-François Theodore, président Nyse Euronext.

plantation de banques islamiques en France. Le premier accord a été signé avec AAOIFI [6], qui publie les standards de la finance islamique, afin que Paris ait accès aux normes de cette finance. L'autre partenariat s'est fait avec le Dubaï International Financial Center pour notamment développer des contacts avec des fonds souverains.

## LES OBJECTIFS DE 2009

La commission finance islamique a mis en avant plusieurs axes de développement pour 2009. Elle prévoit notamment de modifier le régime juridique de la fiducie, "qui est le préalable pour faire des soukouks en droit français", comme le souligne Gilles Saint Marc, le président de la Commission. Il envisage aussi d'étendre le régime du crédit-bail aux particuliers. Un projet de texte circule en ce moment au sein de l'UMP afin de permettre aux particuliers d'acquiescer un bien de résidence. Enfin, la commission travaille avec Euronext Paris à la mise en place d'un indice de valeur compatible avec la Charia. À ce titre, des réunions techniques ont déjà eu lieu début février. "Des prises de contact sont en cours avec les émetteurs internationaux" a souligné Arnaud de Bresson. Suite à la signature de ces deux accords, un groupe de travail a été mis en place afin d'assurer le suivi des projets. ■

[6] Accounting and Auditing Organisation for Islamic financial Institutions basée à Bahreïn.